

14 novembre 1965, Sorel

Transformation économique et sociale au Québec

C'est un lieu commun, aujourd'hui, que de parler de la transformation économique et sociale qui s'opère dans le Québec depuis quelques années.

Cette transformation dans le mode de penser des citoyens du Québec, cette prise de conscience collective de notre population a fait réaliser à tous les Québécois les immenses possibilités de développement économique et social qui s'offraient à eux. Le Québec, et les Canadiens d'expression française en particulier, se sont libérés de leurs complexes, se sont dégagés des mythes traditionnels qui les empêchaient de s'épanouir pleinement. Sans vouloir s'accaparer tout le mérite de cette transformation, je crois que le gouvernement que je dirige n'a pas été étranger à l'épanouissement de cette vigueur nouvelle du Québec. Nous n'avons pas ménagé nos efforts, veuillez m'en croire. Depuis 1960 des centaines et des centaines de projets nouveaux ont été mis de l'avant ou réalisés en coopération avec le gouvernement du Québec.

Tout en respectant les intérêts privés et en sollicitant leur appui, nous avons cru que le rôle de l'État ne devait plus se restreindre à celui d'un arbitre qui regarde se dérouler la joute de la concurrence. Au contraire, nous avons voulu que le Gouvernement participe au jeu et rétablisse, lorsque le bien commun l'exige, un équilibre des forces mieux approprié au but même de l'activité économique, soit le bien-être du consommateur. Nous pouvons dire que notre collaboration au développement économique du Québec s'est effectuée à partir d'un triple palier. D'abord, nous avons voulu doter l'État du Québec d'un organisme susceptible de conseiller le gouvernement dans le choix de ses politiques de développement économique à long terme. C'est dans ce but que nous avons créé le Conseil d'Orientation économique. Simultanément, nous avons voulu donner au ministère de l'Industrie et du Commerce des services adéquats, capables de fournir aux investisseurs l'aide et les renseignements qui leur sont nécessaires à l'évaluation du contexte économique québécois. En somme, nous avons voulu que le ministère de l'Industrie et du Commerce agisse comme un véritable promoteur industriel au niveau de la province.

3) Parallèlement au Conseil d'Orientation économique et à la restructuration du ministère de l'Industrie et du Commerce, le gouvernement a décidé de participer conjointement avec les intérêts privés, au développement industriel québécois et c'est dans ce but que nous avons mis sur pied la Société Générale de Financement.

Les efforts que nous avons déployés à partir de ce triple palier coïncident avec les buts du gouvernement libéral de pousser une action directe et soutenue pour assurer une croissance économique harmonieuse correspondant à des objectifs à long, moyen et court terme.

Les efforts conjugués des divers ministères, et en particulier celui de l'Industrie et du Commerce, joints à ceux du Conseil d'Orientation économique et de la Société Générale de Financement ont fait en sorte que du premier janvier 1961 au premier juillet 1965, 2 835 nouvelles industries ont été mises sur pied dans le Québec. La revue de l'emploi publiée par le ministère de l'Industrie et du Commerce ces jours derniers nous montrait que 81 000

nouveaux emplois avaient été créés au cours des neuf premiers mois de 1965, comparativement au niveau d'emploi pour la même période en 1964.

Non seulement l'économie québécoise a-t-elle absorbé les dizaines de milliers de nouveaux venus sur le marché du travail mais son essor a permis une diminution sensible du chômage.

C'est un essor fantastique pour le Québec. Toutefois cet essor, il n'aurait certes pas été possible si, à l'initiative gouvernementale ne s'était pas greffé ce support loyal et soutenu que nous avons reçu de la population québécoise. Nous décelons un désir manifeste de chaque citoyen, qu'il soit ouvrier, cultivateur, professionnel, industriel ou commerçant, de voir le Québec s'affirmer de plus en plus comme une puissance industrielle et atteindre la véritable stature de l'État moderne. Un Québec moderne ne peut pas se concevoir sans qu'il y ait une participation active et une contribution positive de chacune de ses régions au développement économique global.

La région de Sorel qui constitue un pôle naturel d'attraction au point de vue économique et commercial n'a pas été étrangère à l'essor que connaît le Québec. Depuis 1960 votre région a bénéficié de l'établissement de plusieurs entreprises et pour n'en nommer que quelques-unes, je soulignerai les investissements importants de: Atlas Steel Company Limited, Tioxide du Canada Limitée, Shawinigan Engineering Company Limited.

Comment pourrais-je passer sous silence l'importante transaction effectuée par la Société Générale de Financement concernant le groupement de Marine Industries, de Volcano et de Forano.

Voilà trois importantes compagnies contrôlées par des capitaux québécois qui dans un esprit de solidarité et motivées par un souci d'efficacité ont groupé leur potentiel humain et financier sous la grande tente de la Société Générale de Financement. Permettez-moi de rendre hommage à ces industriels québécois: les Simard, les Girouard et les Forand qui à un tournant historique de la vie de leur entreprise familiale respective ont décidé, plutôt que de vendre à des capitaux étrangers, ou de continuer à faire cavalier seul, ont décidé dis-je de poursuivre leur activité à l'intérieur d'un complexe industriel plus vaste, contrôlé par des capitaux québécois. Nous pouvons dire maintenant que, grâce à la fusion de ces compagnies sous l'égide de la Société Générale de Financement et à la participation de cette dernière au développement de la sidérurgie, c'est tout un secteur de notre industrie primaire et secondaire qui est sous l'influence certaine des citoyens de cette province soit directement comme actionnaires ou indirectement par l'entremise de la participation financière du gouvernement à la Société Générale de Financement.

La région de Sorel qui tonnait déjà un essor remarquable n'a pas été longue à bénéficier de cette fusion des trois entreprises plus haut citées. En effet, Marine Industries annonçait qu'elle allait entreprendre la fabrication de turbines et d'alternateurs hydrauliques dont l'Hydro-Québec a besoin pour ses barrages de la Manicouagan. Le nouvel atelier qui sera appelé à construire ces turbines nécessitera des investissements de l'ordre de \$2 500 000 et fournira du travail à plus de trois cents personnes.

Tous ces développements économiques et industriels nécessitent et présupposent une infrastructure socio-économique adaptée aux besoins d'une société industrielle en plein essor. Le gouvernement que je dirige n'a pas ménagé ses efforts afin de faire en sorte que toutes les régions du Québec, y compris celle de Sorel bénéficient de ce climat favorable au développement industriel.

C'est dans ce but que le gouvernement du Québec a décidé de doter la région de Sorel d'un institut de technologie d'une capacité pédagogique de 700 élèves. L'Institut technologique de Tracy complète, dans son ensemble régional, l'enseignement donné à l'école des métiers de Sorel et préparera conjointement avec l'Institut de technologie de Trois-Rivières, des techniciens spécialisés en métallurgie. De plus, le gouvernement du Québec a octroyé, en collaboration avec le gouvernement fédéral, un montant de \$1 500 000, pour la construction à Tracy d'un centre d'apprentissage des métiers de la construction. Ce centre d'apprentissage qui desservira les comtés de Richelieu et de Verchères pourra accommoder une centaine d'étudiants aux cours réguliers et servira également aux ouvriers en construction qui veulent se perfectionner par des cours du soir.

Toujours pour faciliter un climat plus favorable au développement économique, nous avons décidé la construction sur le Richelieu d'un pont devant relier Sorel et Tracy. Il s'agit là de travaux de grande envergure au coût approximatif de plus de \$7000000. Il faut aussi songer au réseau routier de la région économique. Un pont sur la rivière Yamaska entre les municipalités de St-Aimé et de St-Marcel dans le comté de Richelieu permettra l'amélioration du réseau routier reliant les villes d'Yamaska et de St-Hyacinthe et favorisera les communications entre Sorel, Drummondville et St-Hyacinthe.

La région de Sorel connaît actuellement une croissance démographique assez rapide. Cette croissance démographique est particulièrement attribuable à l'implantation d'industries nouvelles et à l'expansion des industries déjà existantes. Par suite de cette augmentation de la population, le gouvernement du Québec a décidé d'accorder une subvention pour la construction d'une école d'infirmières. Il faudra aussi éventuellement permettre l'agrandissement de l'Hôtel-Dieu de Sorel.

Plusieurs autres travaux sont actuellement en cours dans la région et dans l'ensemble du comté et d'autres projets sont à l'étude tels par exemple la voie rapide Montréal-Sorel et la construction d'un centre culturel à Sorel et un autre à Tracy, en vertu de la loi de la célébration du centenaire de la Confédération. Comme vous pouvez le constater, ça bouge au Québec et la région de Sorel, grâce à la collaboration de son député, mon collègue et ami l'honorable Gérard Cournoyer, et au dynamisme des dirigeants des divers conseils municipaux, la région de Sorel dis-je, participe pleinement au développement économique que connaît notre province et vous pouvez envisager l'avenir avec confiance.